



**PRÉFET  
DE LA SEINE-  
MARITIME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
de Normandie**

Unité Départementale du Havre  
Équipe territoriale

**Arrêté du 16 JAN. 2026** mettant en demeure la communauté urbaine Le Havre Seine Métropole exploitant l'usine de traitement d'eau de Radicatel sur la commune de SAINT-JEAN-DE-FOLLEVILLE de se conformer aux prescriptions édictées en matières d'installations classées pour la protection de l'environnement

**Le préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime,  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'ordre national du Mérite,**

- Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 171-6 et L. 171-8 ;
- Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu le décret du Président de la République du 11 janvier 2023 portant nomination de M. Jean-Benoît ALBERTINI, préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté préfectoral cadre du 21 juin 2006 autorisant et réglementant les activités exercées par l'usine de traitement de l'eau de Radicatel ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 25-049 du 25 septembre 2025 portant délégation de signature à M. Zoheir BOUAOUICHE, secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, sous-préfet de Rouen ;
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 20 octobre 2025 transmis à l'exploitant par courrier en date du 24 novembre 2025 ;
- Vu l'absence d'observation de l'exploitant ;

**CONSIDÉRANT :**

que la communauté urbaine Le Havre Seine Métropole exploite sur la commune de SAINT-JEAN-DE-FOLLEVILLE l'usine de traitement d'eau de Radicatel ;

que cette usine de traitement d'eau est soumise au régime de l'autorisation prévue à l'article L. 512-1 du code de l'environnement pour son stockage de chlore et est réglementée par les prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral du 21 juin 2006 susvisé ;

que l'inspection des installations classées s'est rendue sur le site le 29 octobre 2025 afin de vérifier la conformité du site à plusieurs prescriptions de la réglementation qui lui est applicable ;

qu'à l'occasion de cette visite, l'inspection des installations classées a constaté, sur la base du rapport de vérification annuelle de septembre 2025 que les installations électriques présentent des non-conformités récurrentes dont certaines à risques d'incendie et/ou d'explosion ;

que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article 7.3.3 de l'arrêté préfectoral du 21 juin 2006 susvisé ;

que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la communauté urbaine Le Havre Seine Métropole, de respecter les dispositions et prescriptions réglementaires applicables pour l'usine de traitement d'eau de Radicatel située sur la commune de SAINT-JEAN-DE-FOLLEVILLE ;

*Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime*

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1<sup>er</sup> – OBJET**

La communauté urbaine Le Havre Seine Métropole (Siret n° 20008495200015), dont le siège social est situé 19 rue Georges Braque, 76085 LE HAVRE, est mise en demeure de se conformer, pour l'usine de traitement d'eau de Radicatel située sur la commune de SAINT-JEAN-DE-FOLLEVILLE, sous un délai de quatre mois à compter de la notification du présent arrêté, aux dispositions de l'article 7.3.3 de l'arrêté préfectoral du 21 juin 2006 en levant l'ensemble des non-conformités électriques identifiées dans le rapport de vérification annuelle de septembre 2025 et en procédant à une nouvelle vérification de l'ensemble des installations électriques du site.

### **ARTICLE 2**

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1<sup>er</sup> ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il peut être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les dispositions de l'article L. 171-8-II du code de l'environnement.

### **ARTICLE 3 – FRAIS**

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

### **ARTICLE 4 – INFORMATION DES TIERS**

Conformément aux dispositions de l'article R. 171-1 du code de l'environnement, l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Seine-Maritime pendant une durée minimale de deux mois.

### **ARTICLE 5 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de ROUEN.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter du jour où la présente décision lui a été notifiée et de deux mois pour les tiers à compter de la date de publication (article R. 421-1 du code de justice administrative).

Conformément aux dispositions de l'article R. 414-2 du code de la justice administrative, les personnes de droit privé autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public non représentées par un avocat, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen d'un téléservice accessible par le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Ces personnes ne peuvent régulièrement saisir la juridiction par voie électronique que par l'usage de ce téléservice.

#### **ARTICLE 6 – EXÉCUTION – AMPLIATION**

Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, la sous-préfète de l'arrondissement du HAVRE, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie, ainsi que tous les agents habilités des services précités sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont ampliation est notifiée à l'exploitant.

Fait à Rouen, le

**16 JAN. 2026**

Le préfet,

Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général

**Zoheir BOUAOUICHE**